Eléctions Législatives

des 12 et 19 Mars 1978

Citoyens

Citoyennes,

Electeurs de la 3è circonscription

Dans moins d'un mois les Guadeloupéens majeurs se rendront aux urnes pour élire les candidats de leur choix à la Chambre des Députés.

Il y a pléthore de candidats dans la troisième circonscription où les moyens les plus abjects sont utilisés en vue de tromper les électeurs.

Pour nous autres, l'engagement politique est un acte grave ; il ne procède ni de sollicitations partisanes ni de vaines préoccupations personnelles.

En 1978, plus qu'à aucun autre moment de notre histoire, il s'agit d'une option propre à déterminer le devenir de notre peuple, c'est à dire, soit de le figer pour longtemps encore dans le marasme et le désarroi actuels, soit de livrer bataille pour qu'ensemble, nous sortions du chaos.

Ceux qui préconisent de simples replatrages, tel le maintien du statu quo même avec une large décentralisation, sont ou des esprits superficiels et timorés incapables de percevoir l'étendue de la détresse du plus grand nombre ou des traîtres à leurs frères et à leurs enfants.

Nous ne sommes ni surpris ni affolés par la dégradation de l'économie guadeloupéenne que nous avons prévue depuis longtemps et contre laquelle nous avons constamment, durant des années, proposé des mesures raisonnables.

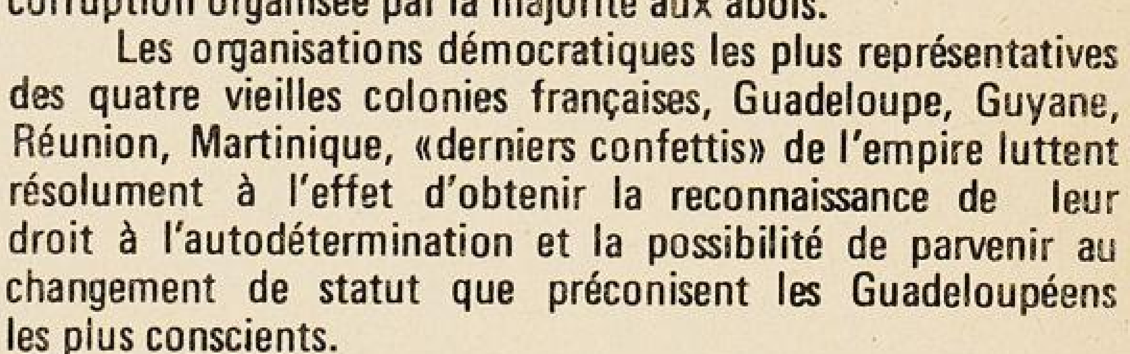
Nous vivons la phase ultime du capitalisme dont les personnalités les plus responsables du système actuel, tel Monsieur BARRE, déclarent qu'il devra bientôt faire face au socialisme dont il convient, disent-ils, de ne pas laisser le monopole à la Gauche.

Nous considérons ces déclarations comme tardives et, revendiquons le droit de parer aux conséquences d'une situation créée par ceux qui depuis trente ans perpétuent chez nous un régime abject qui aliène l'être humain et porte irrémédiablement atteinte à sa dignité.



Il faut mettre un terme à l'immobilisme et la gabegie. Il faut démystifier notre peuple à qui l'on impose le sous-emploi, le chômage, le départ vers la France pour y accomplir les besognes que refusent d'exécuter les nationaux, tout en lui refusant l'entier bénéfice des lois sociales auxquelles il a droit.

Il faut en finir avec le saupoudrage hâtif à la veille de chaque consultation électorale, dissimulant à peine la corruption organisée par la majorité aux abois.



Les organisations démocratiques les plus représentatives des quatre vieilles colonies françaises, Guadeloupe, Guyane, Réunion, Martinique, «derniers confettis» de l'empire luttent résolument à l'effet d'obtenir la reconnaissance de leur droit à l'autodétermination et la possibilité de parvenir au changement de statut que préconisent les Guadeloupéens les plus conscients.

Le Mouvement socialiste guadeloupéen et le Mouvement progressiste guadeloupéen ont refusé de souscrire au programme élaboré ensemble et paraphé par leurs délégations respectives au Comité Permanent de la Gauche.

Une chose est d'affirmer qu'on veut le changement et une autre de mettre en pratique les moyens pour y parvenir

Dans l'immédiat notre tâche essentielle consiste à obtenir la reconnaissance de notre droit à l'Autodétermination qui

nous assurera la gestion de nos propres affaires et le mieux être de notre peuple grâce à un changement véritable de notre statut.

Le nouveau statut comportera :

- Une assemblée élue au suffrage universel à la proportionnelle,
- Un exécutif responsable devant l'assemblée,
- Un organe de coopération.

La coopération de ces organismes et leur fonctionnement sur place assureront le relèvement économique de la Guadeloupe avec le rétablissement et le développement en priorité des secteurs primaire et secondaire pour garantir l'emploi au plus grand nombre.

Il faut trouver la solution à l'épineux problème de la production bananière et créer les conditions pour la survie des petits planteurs de cannes à sucre en vue de la réalisation mieux, de l'augmentation de notre quota sucrier.

Nous accroîtrons notre production à partir de l'extension des cultures et de l'élevage et créerons des industries agro-alimentaires à partir de nos fruits et légumes.

Nous devons produire assez de volailles et d'oeufs pour nous dispenser des arrivages massifs des pays du Marché Commun et des États-Unis.

Comment continuer à payer en dollars des fleurs venant de l'extérieur alors que Saint-Claude, Gourbeyre, les hauteurs de Baillif, Vieux-Habitants et Pointe-Noire pourraient en regorger à la satisfaction de nos soeurs et de nos filles ?

Pourquoi acheter au Nicaragua ou au Vénézuela caprins et boeufs pour notre alimentation laissant nos concitoyens en proie au chômage et à la misère ?

Ce ne sont là que quelques exemples, les plus élémentaires, les plus simples ; il y a de nombreuses autres sources de revenus notamment celles à provenir de la mer qui nous entoure de toutes parts mais dont l'exploitation rationnelle n'a pas été jusqu'à présent entreprise.

Avec le changement de statut nous pourrions dans de nombreux secteurs grâce au développement de la Science, avec le concours de nos fils et nos filles actuellement condamnés à l'exil, nous dispenser de cette humiliante tutelle qui détruit chez nous l'esprit d'initiative et la confiance en soi.

Alors pourront être assurés vraiment à la femme guadeloupéenne la dignité et le droit à l'égalité. Alors pourra être garanti, moyennant un enseignement adapté au pays, l'avenir de la jeunesse guadeloupéenne, notre plus grand souci.

ÉLECTEURS GUADELOUPÉENS ,

SAUVONS-NOUS NOUS MEMES !

Dimanche 12 Mars 1978 , Votons et faisons voter en masse pour :

Gerty ARCHIMEDE
et Maxime MÉMANUEL

candidats du Parti Communiste Guadeloupéen, nos véritables défenseurs.

Imp. Guadeloupéenne d'Editions Sociales P.à.P.